

Tournée de Guy Nzouba Ndama dans le département du Komo-Kango Le candidat appelle les Gabonais à retrouver leur dignité

Guy Nzouba Ndama poursuit son bonhomme de chemin vers la présidence de la République. Le samedi 02 juillet 2016, ce sont les populations du département du Komo-Kango, plus précisément d'Andem, d'Oyane III, d'Ekouk et de Kango-centre, qui ont chaleureusement accueilli cet ancien membre du Parti démocratique gabonais (PDG) qui brigue aujourd'hui la magistrature suprême malgré les nombreuses menaces et intimidations auxquelles elles ont dû faire face.

A Ekouk, dans le canton Bokoué, le meeting de Moukómbó a eu la particularité de se tenir dans un Mbandja (corps de garde). Les places publiques lui ayant été refusées, comme il fallait s'y attendre, par les autorités locales. Une situation que le candidat Guy Nzouba Ndama a commencé par dénoncer lors de son premier meeting.

« Encore une fois, ceux-là mêmes qui sont chargés de faire respecter la loi ont montré qu'ils sont des hors-la-loi. Nous sommes en République gabonaise. La Constitution dit que le Gabon est un état de droit, une démocratie. Cela veut dire que chacun est libre de parler. L'école n'appartient pas à un individu. L'école n'appartient pas au préfet... Pourquoi ceux-là vont venir vous demander de ne pas venir à notre appel. Je ne comprends pas pourquoi ceux-là vont nous empêcher de nous exprimer dans un endroit public. Mais cela ne fait rien. Plus ils nous empêcheront de nous exprimer, plus cela va renforcer votre conviction que le changement doit venir. Et ce changement ce ne sera pas un changement de personnes, ce sera un changement de fond. Nous allons passer de la première à



Guy Nzouba Ndama au milieu des populations du Komo-Kango

la deuxième République gabonaise », a-t-il clamé. Le rétablissement de la justice pour une démocratisation du Gabon s'inscrit dans les principaux axes d'action de l'ancien président de l'Assemblée nationale.

Les populations du Komo-Kango, dans leur ensemble, sont visiblement lassées des discours et promesses de l'équipe dirigeante au sommet de l'Etat, le gouvernement.

Elles souffrent le martyre à cause de l'absence d'infrastructures de base :

accès à l'eau potable, à l'électricité ou aux soins de santé primaires. La majorité des populations du département du Komo-Kango s'éclaircit encore à la lampe tempête, ne bénéficient pas de dispensaires ou de centres de santé de proximité. Ce sont les mêmes difficultés dans le secteur éducatif où les écoles se trouvent à des kilomètres des lieux d'habitation. Autant de raisons qui justifient l'engagement de ces populations rurales contre le régime d'Ali Bongo.

Ondimba aujourd'hui. C'est pour cela que Guy Nzouba Ndama appellent ces habitants, tout comme ceux de tout le territoire national, à retrouver leur dignité.

« On veut des routes carrossables là où il en faut. Que l'eau et l'électricité soient un don pour chaque Gabonaise et Gabonais. On ne doit pas considérer que c'est une faveur de l'Etat le fait d'emmener l'eau et l'électricité partout. C'est un devoir pour le gouvernement. Nous devons faire en sorte que nos hôpitaux soient



pourvus en médicaments », a-t-il indiqué avant de critiquer les récentes « caravanes médicales » initiées par Ali Bongo. « On ne lui demande pas de nous organiser des caravanes médicales. On n'en a pas besoin. On veut être mieux soignés. Ce qu'il fait là, c'est de l'aumône. C'est pour montrer qu'il a pitié de nous. Nous n'avons pas besoin qu'on ait pitié de nous. Nous avons besoin qu'on nous respecte ».

A cet effet, l'ancien élu de la Lolo-Wagna souligné que « Gabon d'abord c'est pour que nous retrouvions notre dignité parce que M. Bongo Ondimba Ali et son Accrombessi ont fait des Gabonais des mendiants. Il veulent nous réduire à la mendicité ».

En somme, comme partout où il est passé et où il compte se rendre, le

candidat Guy Nzouba, alias Moukombo, apporte l'évangile du changement. Il reconnaît qu'il s'est trompé en 2009, mais comme le dit Oye Mba, 2009 n'est pas 2016 et 2016 ne sera pas 2009. Le combat, pour l'instant, est de bouter la famille Bongo hors du pouvoir au Gabon.

Mhyss Abeng

Le Mbandja

**Hebdomadaire
d'informations
générales**

Une publication du groupe

Miprescom Sarl

Capital : 1 000 000 de

Fcfa

RCCM : 2015B17572

N° statistique : 041201 C

**Siège social : Derrière-
la-prison (Galeries Saint
Georges)**